

## Politique genevoise:

### Le Cartel des fonctionnaires appelle à la grève

*Un débrayage d'une demi-journée est annoncé pour le 14 novembre.  
Les associations réclament 5% d'indexation.*



[Marc Bretton](#)

Publié: 19.10.2023, 22h20



*Assemblée du personnel de l'État et du secteur subventionné,  
Geneviève Preti (présidente du Cartel).*

*Georges Cabrera*

Le budget 2024 du canton reste en travers de la gorge des fonctionnaires. Réunis en assemblée au Palladium à la Jonction, une centaine d'entre eux ont répondu à l'appel de la faïtière des organisations syndicales du secteur public, le Cartel intersyndical, qui appelle ses membres à faire grève mardi 14 novembre après-midi.

**«Tous les cantons donnent l'inflation, sauf Genève,  
c'est dire si le Conseil d'État nous déteste.»**

*Vincent Bircher, membre du comité*

Quel est le problème ? « Avec la non-indexation annoncée pour 2023, cumulée à celles de 2021 et 2022, c'est une perte de 3,16% que le personnel subirait », tonne le Cartel. Sortant sa calculatrice, il estime que « les salariés du secteur public et parapublic ont déjà perdu l'équivalent d'au moins un demi-salaire depuis 2021 ». Circonstance aggravante, « l'Alleingang des autorités genevoises »:

«Tous les cantons donnent l'inflation, sauf Genève, c'est dire si le Conseil d'État nous déteste», lance Vincent Bircher, un membre du comité. Comité qui rappelle que les excédents cumulés aux comptes en 2021 et 2022 atteignent 1,5 milliard.

### **Impasse sur l'inflation**

Présenté en septembre, le projet de budget cantonal prévoit d'assurer les hausses salariales automatiques des annuités des fonctionnaires, crée 355 nouveaux postes mais fait l'impasse sur la compensation du renchérissement. «Sa prise en compte n'aurait pas permis de respecter le déficit maximum admissible», expliquait en effet le Conseil d'État [lors de la présentation du 14 septembre](#). Et comme ce n'est pas vraiment une obligation légale...

Inflation mise à part, le Cartel s'inquiète aussi sur les mesures de réorganisation ou d'économie structurelle qui pourraient être annoncées fin novembre à l'État lors de la présentation du programme du gouvernement. Bref, une action s'imposerait.



*Ce n'est pas la foule des grands jours, mais c'est un début, assure la présidente du Cartel.*

*Georges Cabrera*

Moment rituel, des délégués des différents secteurs de l'État prennent la parole et témoignent des difficultés rencontrées. Manque de postes, stress, taux d'absence carabiné, tout est mis sur la table.

### **Les TPG peut-être dans la danse**

Des débats s'engagent finalement sur la résolution à voter. Des amendements sont proposés. Et c'est ainsi que la demande d'indexation, initialement prévue pour les salaires des fonctionnaires, est élargie à tous les minima sociaux versés à la population.

En fin de séance, les membres ont fait le point sur la situation aux TPG. C'est important, car l'an passé la grève des fonctionnaires assortie d'une grève des TPG avait eu un certain effet. Selon le délégué de l'entreprise publique présent, les discussions sur les indexations de cette année se poursuivent encore avec la direction. Celles pour l'an prochain vont débiter, mais «un préavis de grève devrait être déposé pour début décembre».